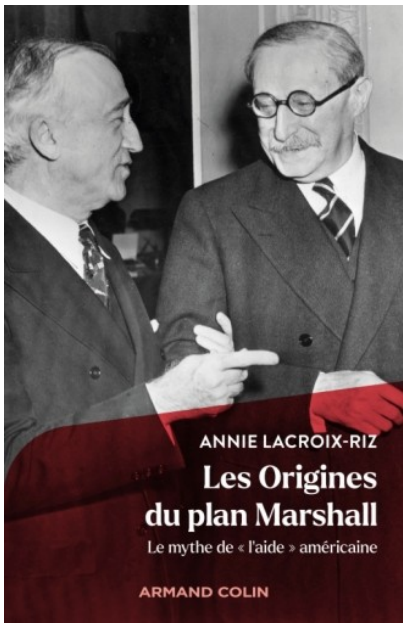
Aux origines du redéploiement impérialiste !

Par Annie Lacroix-Riz

URL = https://www.youtube.com/watch?v=24MEJ#29:54#cETKL8

Bonsoir à tous. Merci d'être là. L'Institut des cultures arabes et méditerranéennes et l'association des victimes Espoir et Dignité ont le plaisir et l'honneur de recevoir aujourd'hui l'éminente historienne madame Annie Lacroix-Riz, professeure émérite des Universités de Paris et auteure de très nombreux ouvrages d'importance majeure sur l'histoire politique de la République française dans ces superstructures étatiques depuis la deuxième guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. Je citerai parmi ces ouvrages, les principaux : « Industriels et banquiers sous l'Occupation », « Le choix de la défaite », les titres de ces livres sont très explicites. Et, « la non épuration en France ». Aujourd'hui, nous allons évoquer un des ouvrages majeurs, « le plan Marshall », sa signification, ce qu'il a représenté, et #1:21.1# ce qu'il a pu signifier à la fois sur le plan économique et politique. Je ne veux pas prendre plus de temps et je laisse tout de suite madame Lacroix nous exposer ce que fut le plan Marshall, au-delà du discours de propagande. Quelle a été sa réalité et quel est le mythe qui s'est installé autour de cette aide, entre guillemets américaine, à l'Europe après la deuxième guerre mondiale. Merci Madame.



Alors je dois vous dire que je suis partie de ce qu'on pourrait appeler une sorte de tarte à la crème, celle qui a accompagné d'ailleurs mon enfance. Je suis de la génération pendant laquelle le plan Marchall a été appliqué, enfin à l'époque évidemment je m'en occupais peu. C'est un ouvrage, je dois le dire, j'ai fait des ouvrages qui ont été vilipandés ou enterrés. Vilipandés très durement parfois. Alors #2:28.7# celui-là, mais j'en étais sûr, a été complètement enterré. Pourquoi est-ce qu'on enterre une affaire dont on parle en France tant que ça ? Je ne sais pas si c'est la même chose en Suisse, mais il se trouve qu'en faisant ma recherche, je suis allée jusqu'en 2024, je n'ai pas vérifié cette année, j'ai relevé, par exemple dans le Monde, le nombre d'entrées « plan Marshall ». Il y en a 124 pages fin 2023. 2024, il n'y en avait pas de note. Comme vous le savez, depuis ma foi les années 1950, on nous explique que le plan Marshall porte remède à tout. En France par exemple, il y a une crise du logement, faisons un plan Marshall du logement. Enfin, je ne veux pas vous dévider le bottin. On en parle beaucoup. Est-ce qu'on le connaît ? Non ! On devrait le connaître. J'ai la chance d'ailleurs d'avoir commencé ma recherche, c'était il y a très longtemps, avec une thèse d'État qui parlait beaucoup des préparatifs du plan Marshall et du lancement du Plan #3:49.4# Marshall. Et puis, je me suis aperçue qu'il y avait une documentation gigantesque, indépendamment des archives, qu'on m'a gentiment ouverte en me faisant d'ailleurs grande confiance notamment au quai d'Orsay, sans doute sur une bonne mine qu'on a trouvé moins bonne après. J'ai bénéficié d'abord d'un apport d'archives gigantesques. Et puis je me suis aperçue qu'il existait une documentation, notamment anglophone, bien sûr gigantesque. On ne peut même pas

imaginer l'ampleur de cette documentation, qui d'ailleurs se poursuit, qui est toujours aussi abondante. Vous ne la connaissez pas parce qu'elle n'est pas traduite.

> Ça fait partie de ce que j'appelle la censure par la non traduction. Vous savez qu'il y a diverses catégories de censure. Vous êtes bien placé pour le savoir puisque nous vivons une période où la censure a repris une vigueur, je dirais presque nouvelle, et cette censure, elle est #4:58.6# à peu près totale.

Elle est notamment totale, ce qui me faisait penser à l'époque où j'étais très jeune, pendant ma thèse d'État, que la connaissance allait se dévoiler. Et puis, ma foi, j'ai commencé la recherche dans les années 1970, c'est vous dire, je me suis aperçue que non, rien ! Non seulement rien, mais on peut comprendre pourquoi il ne s'est rien passé. Parce que cette Europe dont on nous parle volontiers, qu'on nous explique être une force de paix et d'harmonie, qui serait prise ces temps ci, surtout depuis 3 ans, d'une espèce de folie, cette Europe, elle s'est dessinée à l'époque où j'ai commencé cette analyse des origines du plan Marshall. C'est-à-dire des origines de la politique de prêts des États-Unis qui succédait à une autre politique de prêts, celle qui avait décidé du sort de la Première Guerre mondiale puisque vous le savez peut-être, #6:21.1# les belligérants, ceux qui ont remporté la guerre, qui ont conduit la guerre, qui ont été les Français, les Anglais, un peu moins les Russes, beaucoup jusqu'en 1917, ils ont gagné la guerre, mais cette guerre, son air financier a été, en quelque sorte, animé par la finance américaine. En particulier la côte Est. Et bien, il s'est passé la même chose dans la deuxième. Seulement dans la deuxième Guerre mondiale, les choses avaient changé. C'est-à-dire que les États-Unis étaient devenu une puissance européenne pendant la Première Guerre mondiale et depuis.

> On vous dit souvent que, par une sorte de miracle, les États-Unis ont renoncé à leur isolationisme pour céder à l'appel général qui était fait de leur lumière, de leur bonté, de leur richesse, après la deuxième guerre mondiale. C'est faux !

Ils ont joué un rôle absolument déterminant dans la première et ils ont #7:38.4# déterminé le règlement de toutes les affaires financières. En particulier, ayant pris parti pour le camp dit de l'Entente, ils ont choisi cependant, une sorte d'alliance privilégiée avec le belligérant vaincu, c'est-à-dire l'Allemagne.

> Et à partir des années 1920, c'est cette Allemagne qu'ils ont soutenu, mais la soutenant, et prétendant conserver, et même renforcer avec elle des liens anciens, ils se sont, de fait, fâchés avec ceux qu'ils avaient financé et qui étaient priés de rembourser leurs dettes de guerre, mais à qui ils étaient interdits de toucher les réparations de la guerre.

Je le dis parce qu'il faut bien comprendre que la question des réparations est réglée après la deuxième guerre mondiale exactement comme après la première. À ceci près que c'est de manière encore plus brutale et plus rapide, puisqu'il faut attendre officiellement #8:57.6# 1932 pour que les réparations soient annulées avec l'assentiment du principal intéressé, la France, supposée en obtenir 52 % du total, alors que de fait, des réparations, il n'y en a pas eu du tout après la deuxième guerre mondiale, où ces réparations devaient bénéficier au pays qui avaient été le pays martyr de la deuxième guerre mondiale, et il faut le dire, simultanément le vainqueur militaire de la deuxième guerre mondiale c'est-à-dire l'Union soviétique, puisque l'Union soviétique était supposée toucher la moitié d'un montant défini, présenté, non pas adopté, mais présenté à Yalta, comme 20 milliards de dollars. Ce qui représentait à peu près moins de 10 % des destructions infligées à l'Union sovié-

tique par l'Allemagne entre le 22 juin 1941 et la libération en juillet 1944 du territoire soviétique, sans parler évidemment des autres pays voisins.

> Quand on parle de quelque chose de récent, il est toujours indispensable d'aller #10:25.8# rechercher longtemps avant parce que les situations historique, au contraire de ce qu'on nous explique, se ressemblent beaucoup.

Vous me direz qu'on nous parle beaucoup, en ce moment, de ressemblance puisque la Russie, c'est Hitler, quand elle n'est pas Staline et cetera. Vous direz : « ça n'est pas vraiment ce qu'on entend avec le plan Marshall ». L'origine du plan Marshall, c'est quoi ? C'est la mise en place de cette politique d'emprunts, cette politique de prêts américains qui reproduit ce qui s'est passé après la Première Guerre mondiale, mais d'une autre manière et on va essayer de voir comment.

> D'abord, pourquoi est-ce qu'il est impossible de connaître les choses que nous devrions connaître ? Parce que, vous le savez, l'histoire contemporaine, même l'histoire ancienne, mais encore plus l'histoire contemporaine, encore plus que la #11:28.2# Médiévale, que la moderne, est une histoire qui a, en quelque sorte, une portée politique directe.

Je dirais même que nous vivons dans un monde où les historiens ont, en tout cas dans mon pays, mais ça n'est pas le seul, c'est le cas au minimum de l'ensemble de l'Union européenne, où les historiens sont, en quelque sorte, utilisés comme politiques. On les fait venir à la télévision. On les fait participer comme conseiller historique. Qu'est-ce qu'ils nous disent ? Les historiens que vous connaissez, parce que c'est ce qui vous est donné de connaître, les autres, vous ne les entendez jamais, ni les américains, ni les anglais, ni les Français, ni les autres.

> Alors, il faut, quand on connaît l'histoire des rapports entre Europe et États-Unis, il faut d'abord bien comprendre qu'on étudie des rapports de dépendance coloniaux.

Vous me direz que la question de la colonisation s'est beaucoup posée ces derniers temps. Vous savez qu'en #12:35.6# France, ça donne même lieu à des polémiques strictement invraisemblables, puisqu'un journaliste, qui ne passe pas pour un intense subversif, fait, il y a peu de jours, remarquer que l'Algérie a connu une série d'Oradour-Sur-Glane[1], ce qui provoque la fureur de ses collègues de la même station de radio, et qui le fait d'ailleurs chasser de la radio dans laquelle il animait, si j'ai bien compris, une émission. Puisqu'il paraît que comparer Oradour et les enfumages de la conquête de l'Algérie, puis du maintien de la conquête, c'est absolument impossible. Alors pourquoi ? Parce que, c'est quelque chose qui compte beaucoup dans cet ouvrage et qui n'est pas simplement polémique.

> Je considère, moi, que les lecteurs ont le droit de savoir pourquoi ils ne savent pas. Ils ne savent pas parce que, indépendamment d'autres facteurs, la discipline historique ne peut pas jouer son rôle actuellement.

#13:52.3# Elle ne peut pas jouer son rôle depuis quelques décennies. Comme je suis d'une génération ancienne, j'ai connu autre chose dans un pays qui, ma foi, n'avait pas changé de structure socio-économique. Et j'ai connu une époque où en France, les maîtres qui nous formaient, qui m'ont formée, nous disaient, nous préparions par exemple les concours comme l'agrégation, nous disait :

1 Le nom d'Oradour-sur-Glane reste attaché au massacre de sa population par la division SS Das Reich le 10 juin 1944.

> « Votre tâche, c'est d'abord de vous informer sur ce que vos prédécesseurs ont fait, de connaître ce qu'ils ont fait, de bien entendu vous prononcer avec respect, même si vous vous y opposez, de se prononcer sur ce qu'ils ont fait. Et parce que vous êtes, si vous voulez être historien, au sens propre du terme, vous avez le devoir de travailler sur des sources qui, si vous travaillez sur les grandes affaires (il se trouve que je travaille plutôt sur les grandes affaires que sur des petites questions, sur les #15:12.0# guerres, sur la préparation des guerres et cetera), il vous faut accumuler les sources c'est-à-dire des sources que vous reconstruirez avec honnêteté, mais, bien entendu, qui vous surprendront peut-être »

Vous pensez si c'est surprenant. Vous comparez une source avec ce que vous entendez à la TV, ou lisez dans les journaux. Il vaut mieux que vous soyez solidement assis. Alors, qu'est-ce qui nous est arrivé ? Il se trouve, et je l'explique dans cet ouvrage, que l'histoire académique universitaire a été, en contemporaine, investie par une institution dont vous entendez souvent parler et qui est l'héritier de l'Institut de l'École libre des sciences politiques[2], qui formait les grandes élites financières, et qui continue d'ailleurs, et qui est devenu en 1945, l'Institut de sciences politique[3]. Avec des complications que j'expose, il se trouve que cet institut #16:25.5# de sciences politiques a pris le contrôle de l'histoire. Et il ne fait pas d'histoire. Il ne fait pas d'histoire parce qu'il ne travaille pas avec des sources.

> Aucun historien qui travaille de seconde main ou qui travaille sans source ne fait un travail d'historien. Il peut avoir la meilleure formation du monde, il ne fait pas son travail.

Il fait un travail de synthèse, s'il choisit la synthèse, en plus étroitement, évidemment, c'est ennuyeux. Donc, vous ne savez pas, ou on ne sait pas, pourquoi, depuis grosso modo un peu plus de 80 ans,

> l'Europe, et je ne parle ici que de l'Europe, est entrée dans un processus de colonisation qui était très antérieur, qui remontait à la Première Guerre mondiale, et même aux années 1890, mais qui a pris, avec cette deuxième guerre mondiale, une autre tournure.

Pourquoi ? Parce que les pays impérialistes d'Europe étaient encore un peu puissants après #17:44.9# 1918. Après la 2ème Guerre mondiale, ils ne l'étaient plus. Alors, on est dans une situation où, je vais vous donner juste un exemple que je n'ai pas donné parce que je n'avais pas lu, c'était une carence, mais je lis un peu trop d'historien, je n'avais pas lu un ouvrage que je vous recommande vivement, qui est l'ouvrage d'un haut fonctionnaire qui s'appelle Jacques Thibau, ouvrage qui a été publié chez un grand éditeur, très grand éditeur, flamarion en 1979, et qui s'appelle « la France colonisée ». Qu'est-ce qu'il y décrit ? Il y décrit, avec des connaissances économiques pas très précises, avec une absence de sources, mais comme il est haut fonctionnaire et bien informé tout de même, il a des informations économiques, culturelles qui ne remplacent pas les sources mais qui en tiennent un peu lieu. Il explique :

---

2 L'École libre des sciences politiques (ELSP), est un établissement français privé d'enseignement supérieur créé en 1871 par Émile Boutmy. Elle était l'ancêtre de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Fondation nationale des sciences politiques qui, en tant qu'ensemble, sont appelés Sciences Po.

3 L'Institut d'études politiques de Paris (IEP), aussi appelé Sciences Po et communément appelé Sciences Po Paris, est une grande école et un établissement d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines des sciences humaines et sociales, notamment le droit, l'économie, l'histoire, la science politique et la sociologie. Elle est surnommée « la fabrique des élites », tant ses anciens élèves occupent les plus hauts postes dans la fonction publique, les médias ou d'autres institutions et grandes entreprises.

« On est déjà dans un processus de colonisation économique #19:06.3# effrayant ».

Il traite de la France et ce processus de colonisation s'accompagne d'un processus de colonisation culturel (cinématographique, artistique, …), enfin ce qui s'appelle la guerre culturelle depuis que Madame Frances Stonor Saunders a publié son extraordinaire ouvrage de 1999 qui s'appelle « Qui mène la dance ? ». Il souligne, l'ouvrage n'était pas encore publié, qu'on sous-estime cette guerre culturelle qui fait que la question ne se pose plus pour un pays d'Europe qui est la France, d'une espèce d'alignement permanent sur les États-Unis. C'est un objet de réflexion fort intéressant au moment où vous avez le cœur des grenouilles, ces derniers temps, qui est tout à fait agité par ce qu'il perçoit comme des relations nouvelles avec les États-Unis. Elles ne le sont pas ! #20:24.5# Elles ne le sont pas parce qu'elles sont marquées de cette histoire du 20e siècle, de l'histoire entière, et notamment de ce qu'un politiste néerlandais, qui s'appelle Kees Van Der Pijl, a écrit dans un ouvrage ancien, des années 1980, réédité en 2006, qui s'appelle, si on traduisait en français « la fabrication d'une classe dirigeante Atlantique », « the making of atlantic ruling class ». Vous ne le connaissez pas parce qu'il n'est pas traduit. Qu'est-ce qu'il y dit ? Il y dit, et c'est au fond l'armature de mon livre, que les États-Unis ont un projet depuis les années 1880 de l'ère de leur domination mondiale, un projet de conquête, non pas d'une petite partie du monde, mais du monde. Pourquoi du monde ? Parce qu'en 1890, on est encore dans le cadre, je dirais, d'un affrontement des impérialismes, Alors bien sûr me direz-vous : « encore faut-il adhérer au concept d'impérialisme ». Je prends le concept d'impérialisme au sens particulièrement neutre, qui a #22:03.8# disparu, qui a été défini avant 1914 par toute une série de chercheurs, dont certains étaient des chercheurs de gauche, même marxistes. On les appelait socio-démocrate à l'époque, mais dont d'autres ne l'étaient même pas, étaient en quelque sorte des défenseurs du système capitaliste existant. Ils avaient simplement défini une catégorie économique qui était des pays capitalistes parvenus à un stade où leur marché intérieur de marchandises et de capitaux était trop petit pour leur expansion. C'est-à-dire qu'ils leur étaient absolument indispensable non seulement d'exporter leur marchandises, mais d'exporter leur capital. Ce qui est bien autre chose. Alors, si vous voulez, de manière d'ailleurs aussi neutre dirais-je, pas entièrement parce qu'il y a toute une partie politique qui n'est pas neutre, mais de manière aussi neutre, connaître #23:20.2# la perception qu'on avait entre 1914, dirons-nous, et même les années 1960, connaître la perception qu'on avait de ce qu'est l'impérialisme, vous pouvez toujours lire « l'impérialisme, stade suprême du capitalisme » de Lénine, qui est tout à fait à la mode parce que les banques sont les mêmes. Vous y retrouverez, je n'allais pas dire, vos banques favorites, mais vos banques bien connues. Pour les Français, il y a paribas, il y a la Société Générale. Enfin, vous voyez, tout y est. Cet impérialisme s'est développé avec la Grande-Bretagne comme chef. Une Grande-Bretagne qui avait une puissance mondiale formidable, supérieure, mais quand même pas assez formidable pour refuser tous les concurrents. Et vous le savez, ça s'exprime dans la conquête coloniale dont on nous parle tant en ce moment. La Grande-Bretagne a cet empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. Mais il y en a d'autres. Il faut bien leur #24:36.4# faire place. En même temps, penser par exemple à la conférence de Berlin[4], sous l'égide de Bismark, quand le Reich

4 La conférence de Berlin marqua l'organisation et la collaboration européenne pour le partage et la division de l'Afrique. Aussi connue comme la conférence de l'Afrique de l'Ouest, elle s'ouvrit le 15 novembre 1884 à Berlin et finit le 26 février 1885. À l'initiative du chancelier Otto von Bismarck, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Empire ottoman, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Russie, la Suède-Norvège ainsi que les États-Unis y participèrent. Une conférence antérieure avait amorcé le débat par la partition des Congo. La conférence de Berlin aboutit principalement à édicter les règles officielles de colonisation. L'impact direct sur les colonies fut une vague européenne de signatures de traités.

s'éveille lui aussi à l'impérialisme et à la conquête coloniale, où ces messieurs se partagent l'Afrique, le bassin du Congo. Ça en fait de la richesse, le bassin du Congo ! Et quand les États-Unis, en 1890, deviennent le premier producteur mondial. Et dans les années qui suivent, ils considèrent que ces répartitions ne conviennent pas du tout. Le programme que je décris ici c'est le programme qui est en 1899 défini par le secrétaire d'État John Hay[5] qui fait partie de cette aristocratie WASP qui gouverne toujours les États-Unis, malgré les apparences, même les apparences les plus actuelles, et qu'est-ce qu'il dit en septembre 1899 dans un discours qui s'appelle le discours de la porte ouverte ? Il dit :

> « Ce n'est pas tout ça vous vous êtes partagé la Chine mais la Chine #26:02.5# moi j'ai tous les droits en Chine »

parce que les États-Unis veulent conquérir toute la Chine. C'est la porte ouverte, c'est :

> « vous ne vous partagerez plus le monde comme ça vous chante, nous avons des droits partout ».

Alors je ne suis pas en train de vous dire que l'impérialisme à la papa était sympathique. Il débouche sur les conflits dont le plus important dans cette phase est la première guerre mondiale avec sa boucherie et ses destructions, mais a été ouvert en 1899, en quelque sorte le concours, a été ouverte la concurrence directe ouverte, enfin violente, entre les États-Unis qui disent : « il n'y aura pas de limite à notre contrôle du monde » et les autres qui disent : « on en voudrait bien un bout ». Il y en a même qui sont très gourmands. Alors tout ça nous fait d'abord la Première Guerre mondiale dont les Européens sortent très affaiblis. Très très affaiblis. À qui on dit pour les Anglais, les Français plus les #27:26.1# autres :

> « Vous ne toucherez rien de l'Allemagne, ou pas grand-chose, mais vous paierez vos dettes de guerre ».

Je vous passe le détail. Officiellement pour la France, ça dure jusqu'en 1932, mais elle n'a rien touché. Je vous le dis parce que moi j'ai été prof du secondaire avant d'être prof du supérieur. Remarquez, mes élèves du secondaire avaient assimilé ce que mes étudiants du supérieur n'ont pas assimilé parce que l'effort de la propagande était devenu plus efficace. Quand je disais à mes élèves du secondaire, au début de ma carrière, que l'Allemagne n'avait pratiquement pas payé de réparation dans la première guerre mondiale, alors qu'on vous a expliqué, en long et en large, que c'est à cause des réparations qu'Hitler est parvenu au Pouvoir, je le leur disais, je le leur expliquais, ils me croyaient encore. J'ai quitté l'enseignement secondaire en 1985. Mes étudiants étaient passés à un moule #28:33.7# tel que je pense qu'ils n'y ont jamais cru, c'est-à-dire que :

> Les réparations allemandes n'ont été payé qu'à 10-12 % de la Première Guerre mondiale !

Donc vous voyez ce qui s'établit au terme de la première guerre mondiale.

> L'Europe est quand même un peu détruite. Elle doit payer ses dettes de guerre, mais sa victoire ne va pas lui rapporter grand-chose.

5 Parmi ses contributions, on peut citer l'adoption de l'Open Door Policy en Chine (annoncée le 2 janvier 1900), qui est l'un des éléments provoquant la révolte des Boxers, et les préparatifs pour le canal de Panama.

Tout ceci pour vous dire que ceux qui pensent que l'histoire a commencé en 1945 sont tout simplement parmi mes collègues des ignorants ou en tout cas, ils veulent le rester parce qu'ils ont tous les moyens d'être informé. Alors sur ce évidemment on nous dit : « les États-Unis sont venus au secours de l'Europe au lendemain de la deuxième guerre mondiale ». Si vous regardez la télévision et dieu sait qu'elle ne vous épargne pas les documentaires dit historique. Peut-être aurez-vous #29:47.3# regardé une émission qui m'a beaucoup plu. Elle est passée sur la chaîne parlementaire, de petite écoute il est vrai, en 2019. J'ai même été très surprise parce que j'y ai découvert que mon collègue Olivier Wieviorka qui fait beaucoup de livres, traduit en anglais, dont aucun n'est alimenté à une source, aucun ! Il ne fait que de la deuxième main. Et il est conseiller historique, c'est très fréquent, d'une émission qui s'appelle « le plan Marshall a-t-il été une bonne affaire pour les États-Unis ? » Quelle horreur ! Et on y apprend que le plan Marchal, certe à sauver l'Europe qui risquait d'être envahi par ce pays barbare auquel, bien qu'il ait perdu 5 millions de kilomètres carrés, on s'apprête à faire la #30:57.1# guerre avant 2030. Mais il a appris que sans les États-Unis, l'Europe est morte, elle est malade et cetera. Et ça dure, il y a un petit film, je crois que le film dure 1 heure. On s'aperçoit que le plan Marshall a permis de placer des produits en excès. Mais quand même, je le répète, ça nous a sauvé des Soviétiques. Et puis, il y a un débat, une demie heure. Au terme du débat, Wieviorka se fait dire par Gérard ❓ Bossois et un député européen célèbre, enfin célèbre en France des milieux qui connaissent les milieux politiques, monsieur Bourlanges se font dire que pas du tout, ça ne correspondait pas du tout aux intérêts des États-Unis, c'étaient les intérêts de la France. C'étaient les mêmes, il se trouve que c'étaient les mêmes. Mais pas du tout, les États-Unis n'ont pas du tout cherché à imposer quoi que ce soit, tout est bien, tout est parfait. C'est ce qui m'a fait penser d'ailleurs que mon livre #32:22.3# tomberait dans un silence total parce que les archives ne nous disent pas ça du tout. D'abord, première question :

> « Est-ce que les États-Unis ont reconstruit l'Europe pour l'empêcher de tomber dans le cauchemar soviétique ? » Non !

Parce qu'il n'y avait aucune perspective de cauchemar soviétique. L'Union soviétique avait gagné la guerre mais elle avait perdu, ce qui est aujourd'hui établi par l'histoire militaire américaine, non pas 26-27 millions de morts, mais 35 ! On ne va pas chipoter sur les chiffres. Et elle est victorieuse, mais elle est quasi morte. Et elle ne touchera aucune réparation de l'ouest c'est-à-dire de l'a… ❓ Sans compter que l'Allemagne va être reconstruite immédiatement et que son nez ne sera jamais mis dans la rue ❓ D'une part, il n'y avait pas, et les sources sont catégoriques à cet égard, il n'y a jamais eu de danger de submersion soviétique en 1946. Mais, autre question, et je m'occupe beaucoup #33:50.4# d'économie : « les États-Unis ont-ils sauvé une Europe exangue sur laquelle le médecin se penchait en quelque sorte, un mourant sur lequel le médecin se penchait sans rien faire ? » Pas du tout !

> Quand le plan Marshal se dessine, et il ne se dessine pas avant 1948, l'Europe est, je parle de l'Europe occidentale, reconstruite de la guerre.

Je vous rappelle que, par exemple en France, le niveau de la production du charbon a été rétabli par rapport à 1938, en 1947 alors qu'il avait fallu 10 ans après la première guerre mondiale pour parvenir à ce rattrapage. Et surtout, ce que montre les archives, c'est comment, en quelque sorte, les États-Unis ont conquis l'Europe pour des raisons fondamentalement économiques, toujours assorties d'arguments idéologiques effrayants. C'est une bonne partie #35:11.6# de ma recherche, dans

ce livre et dans bien d'autres. Et un chercheur curieux, indépendamment de ce qu'il découvre dans les archives, s'aperçoit qu'aux États-Unis même, dans ce qu'on appelle l'historiographie révisionniste, qui n'a rien à voir avec le terme de révisionnisme qui est appliqué en France, à chaque fois que quelqu'un veut dire du neuf en histoire.

> Le révisionnisme, ce n'est pas le négationnisme, ce n'est pas la négation des camps de concentration et surtout des chambres à gaz. Le révisionnisme, c'est un courant historique américain qui s'est développé à la fin des années 1950 et qui a produit une myriade d'ouvrages qui nous auraient presque dispensé de regarder les archives quand elles se sont ouvertes, parce que somme toute, ils avaient déjà vu à peu près tout.

Je vous signale quand même un des noms les plus importants que plus personne ne connaît #36:26.9# aujourd'hui, qui est le grand historien William Appleman Williams, qui a fait une thèse en 1952 démontrant que la haine des États-Unis contre la Russie ne remontait pas à l'ère bolchevique, mais qu'elle datait de 1896, c'est-à-dire du moment où l'empire russe s'était mêlé de faire quelques inconcursions en Chine du Nord. Ce qui était tout à fait incompatible avec le projet américain de conquête de la totalité de la Chine. Et puis évidemment, ça ne s'était pas arrangé quand les bolcheviques avaient pris le pouvoir. William Appleman Williams a fait un ouvrage qui n'est toujours pas traduit en français, que je vous signale, qui est remarquable, qui est très synthétique, mais là c'est une synthèse qui est acceptable parce qu'elle est, en quelque sorte, confortée par les archives. Nous n'avons pas de traduction française. Ça s'appellerait : « la tragédie de la diplomatie américaine ». Et il faut #37:48.0# que vous sachiez que c'est à l'origine d'une école historique américaine d'une richesse extraordinaire dont nous n'avons jamais entendu parler, que j'ai essayé pour ma part de faire connaître en France, mais mes petits moyens, mes tous petits bras et les réactions très vives de mes collègues l'ont empêché, parce qu'il paraissait qu'on n'avait rien à apprendre de ces historiens révisionniste, de telle sorte qu'il était bien mieux de ne pas les traduire. Et les modifications de la discipline historique ont fait que, quand la contemporaine a pu se développer en France et sortir du carquan de 1918. Parce que quand j'ai commencé ma thèse en 1970, on ne pouvait pratiquement pas faire de thèse d'État au-delà de 18. Parce que Pierre Renouvin[6], un des papes de l'histoire des relations internationales, qui enseignait en même temps à science po #39:03.5# depuis l'entre deux guerre s'était arrangé pour que la Sorbonne, devant laquelle se soutenait à peu près toutes les thèses à l'époque, n'autorisa pas les étudiants, les doctorants à aller au-delà de 14. Si vous vouliez aller au-delà de 14, vous étiez prié d'aller essayer ça à science po. On comprend d'ailleurs comment s'est faite la dichotomie de l'histoire contemporaine.

> À partir du moment où Science Po a pris le contrôle de l'histoire contemporaine et où d'ailleurs Renouvin a pu faire élire celui dont les États-Unis attendaient beaucoup, c'est-à-dire Jean-Baptiste Duroselle[7], installé à la Sorbonne en 1964 et enseignant à Science Po depuis 1946, et bien, tout a été verrouillé.

Je ne fais pas peser sur mes collègues toute la responsabilité, mais une part importante de la responsabilité de notre ignorance sur les prêts américains repose sur la situation qui s'est établie à partir de la Sorbonne où #40:25.4# s'élaborait grosso modo l'histoire contemporaine française avant que les

6 Pierre Renouvin, né le 9 janvier 1893 (Paris 15e) et mort le 8 décembre 1974 (Paris 5e), est un historien français, spécialiste de l'histoire des relations internationales. Il a été président de la Fondation nationale des sciences politiques de 1945 à 1959.

7 Jean-Baptiste Duroselle, né le 17 novembre 1917 à Paris 8e et mort le 12 septembre 1994 à Arradon, est un historien français, spécialisé dans l'histoire des relations internationales et de la diplomatie.

autres universités, par bonheur, puissent elles aussi s'occuper d'histoire contemporaine. Alors sur cette base, et avec des archives, en l'occurrence françaises, américaines, éventuellement autres, mais surtout françaises et américaines, j'ai croisé les archives et je suis finalement arrivée aux mêmes conclusion que dans les années 1980. J'ai soutenu ma thèse d'état en 1981 mais évidemment avec des éléments nouveaux. Les États-Unis se trouvaient confrontés, avec la deuxème guerre mondiale, à la même situation que dans le cadre de la première : un développement énorme de leur production et de leur richesse, des prêts gigantesques, dont le premier bénéficiaire ou la première victime avait été le grand rival, l'Angleterre. Il faut savoir que les États-Unis #41:51.3# avaient, j'allais dire à la faveur de la crise, à cause de la crise des années 1930 et à cause de la guerre commerciale qu'ils avaient déclenché, républicains puis démocrates, président républicain puis Rosevelt à partir de 1933, les Américains s'étaient littéralement étranglés, c'est-à-dire, avaient déclenché une guerre commerciale telle, qu'ils avaient renforcé les liens inter-européens et renforcé les liens des pays d'Europe avec leurs colonies, dans le cadre d'accord bilatéraux, c'est-à-dire d'accords passés à chaque fois entre un pays et un autre, avec des méthodes diverses, mais en quelque sorte, qui, avec des devises ou sans devise dans la période de la crise, avaient beaucoup bénéficié à l'Angleterre puisque l'Angleterre, qui avait encore une supériorité financière très entamée, était sortie de la crise en 1932 grâce aux décisions prises à la conférence d'Ottawa[8], c'est-à-dire à #43:15.8# la conférence qui établissait la préférence impériale. Donc, dans la décennie 1930, la Grande-Bretagne représentait le tiers du commerce mondial, le tiers ! Et les États-Unis avaient besoin de liquider cette supériorité. Comme la Grande-Bretagne, comme la France, avaient très très mal préparé la deuxième guerre mondiale, inévitable, mais dont elle ne voulait pas entendre parler, qu'est-ce qu'elles ont fait avec la guerre ? Et bien, le belligérant, il n'y en a plus en France, vous savez pourquoi ? À partir de 1940, le belligérant a emprunté aux États-Unis et il a perdu toute souveraineté depuis 1940. Je ne vais vous en donner qu'un exemple que j'examine dans le livre. La Grande-Bretagne doit payer ses emprunts de 1940, ses fameux 50 destroyés qui sont une ruine parce que ce sont des armements dont les États-Unis se débarrassent, #44:31.5# dont la Grande-Bretagne a besoin. Ils l'ont payé avec leur colonies de Terre-Neuve et de la zone Caraïbe. Le jour où ils les ont cédés pour un bail à 99 ans, c'est tout à fait amusant puisque bientôt nous allons avoir le centenaire, ils n'ont plus le droit du tout de les utiliser. Vous avez demandé s'il pourrait se poser, et bien non. Et à partir de ce qu'on appelle le prêt-bail, c'est-à-dire la loi de mars 1941 mise définitivement en œuvre à l'égard des Anglais à partir de février 1942, la Grande-Bretagne est commercialement étranglée. Mon livre, c'est l'histoire, en partie, de la Grande-Bretagne entre 1940-1941 et ce que les Anglais, avec beaucoup d'élégance, ont appelé avec leur prêt de 2 milliards et demi de dollars de décembre 1945, notre Munich économique. En matière de Munich, les Anglais s'y connaissaient particulièrement bien puisqu'avec les Français, ils avaient été les #46:04.0# animateurs essentiels de la remise sur un plateau de la Tchécoslovaquie à Hitler. Je vous le dis parce que ce thème de Munich, et je l'ai montré notamment dans « le choix de la défaite », est un de nos grands thèmes contemporains de propagande, puisqu'il paraît qu'à chaque fois, on ne veut pas faire la guerre à la Russie, on va contracter un Munich avec l'Hitler russe, mais pour ceux qui sont curieux de savoir ce que c'est qu'un événement au-

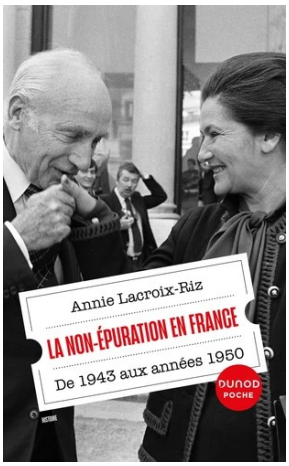
8 Les Accords d'Ottawa sont des accords commerciaux signés en 1932 et qui suivent la mise en place du statut de Westminster. Ils instaurent la préférence impériale au sein du Commonwealth. Cela correspond d'une part à un régime de droits de douane plus faibles pour les pays membres, et à l'inverse une augmentation de ces droits sur le commerce en provenance ou à destination des pays non membres. Ce régime était réclamé depuis longue date par bon nombre de parlementaires britanniques.

quel on fait allusion, je crois qu'il serait raisonnable de se renseigner sur les accords de Munich[9] de la nuit du 29 au 30 septembre 1938. Donc j'ai étudié l'Angleterre, une catastrophe. Si vous pouvez après lecture me dire que l'Angleterre a été reconstruite par les États-Unis, je rendrais hommage à votre habileté. Et puis évidemment mon objectif, qui est au centre de ma recherche depuis longtemps, c'était la #47:17.8# France. Et alors cette France, ma foi, vous me direz : « quand est-ce qu'elle a emprunté ? ». Elle a emprunté à partir de 1943. C'est-à-dire la France Libre installée à Alger. Vous le savez, avec de très très grandes difficultés, étant donné l'envie que les Américains avaient de voir de Gaulle, alors même qu'ils avaient tenté de mettre en place à peu près tous les chefs et dictateurs militaires possibles. Quand il faudrait envisager le remplacement de Pétain. Et le dernier en date était Giraud, mais De Gaulle élimine Giraud. Et à partir de juin 1943, la France emprunte. Et puis alors, elle emprunte, et on pourrait répéter ce que disait l'ambassadeur de France Jusserand en 1917 :

> « Nous empruntons sans compter et nous allons faire de Wilson, l'arbitre et le décideur du lendemain de la guerre »

Je vous le dis parce qu'il faut comprendre pourquoi en novembre 1943, Roosevelt en #48:37.1# est encore au point où il dit : « Il faut absolument éliminer de Gaulle ». Et là, il ne parle pas d'une élimination purement virtuelle, purement politique n'est-ce pas. Et les Français passent leur temps, comme les Anglais, à dire que c'est catastrophique, que ça les ruine, que c'est insignable, et puis ils signent. Vous savez ce que c'est qu'un débiteur pris à la gorge ? Il signe. Mais me direz-vous : « est-ce que c'est purement technique ? » Non ! Parce que, et c'est aussi un des aspects de ce livre, les dirigeants français passent en quelque sorte, pendant la 2e guerre mondiale, de leur vision de crise, que j'appellerais continentale, très pro-allemande, exclusivement pro-allemande, à un regaint de leur passion Atlantique des années 1920, c'est-à-dire qu'ils décident que les élites françaises vichistes et pas vichistes, mais enfin des pas vichistes, il n'y en a pas beaucoup, il #50:02.4# y a De Gaulle et puis quelques-uns autour de De Gaulle et tout l'entourage de De Gaulle n'en fait même pas partie. Je vous rappelle simplement pour mémoire que son premier secrétaire aux finances, le grand Gaulliste tardif Couve de Murville, qui vient à ce moment-là de quitter Vichy avec des autorisations allemandes pour passer en Espagne d'où il passe à Alger pour rejoindre Giraud. Et ce monsieur est le deuxième personnage financier de Vichy, puisque c'est le secrétaire aux relations extérieures de Vichy. Et c'est celui par lequel sont passés tous les accords de grande envergure avec les Allemands, y compris les accords de session de titres, les accords de session de biens juifs. De grands biens juifs, pas de petits. Et que, en juin 1943, cet ancien deuxième personnage de Vichy,

9 Même si l'on se réfère souvent au traité de Versailles, c'est en fait le traité de Saint-Germain-en-Laye qui entérine la situation de fait depuis novembre 1918 lors de la proclamation de la République tchécoslovaque, qui fait droit à la revendication des Tchèques, des Slovaques et des Ruthènes subcarpatiques de se doter d'un pays commun, en se référant au souvenir de la Grande-Moravie et selon le principe de Woodrow Wilson du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Toutefois, ce traité inclut des territoires de la Bohême, de la Moravie, de la Slovaquie, de la Ruthénie et de la Silésie où vivent des minorités, voire des majorités locales autres : les Allemands des Sudètes, les Hongrois de Slovaquie et les Polonais de Silésie qui revendiquaient d'être rattachés respectivement à l'Allemagne, à la Hongrie et à la Pologne. L'argumentaire du Troisième Reich et de la Hongrie à Munich était que Karel Kramář et Edvard Beneš, représentants tchécoslovaques à Saint-Germain, auraient minimisé ou occulté l'existence des Allemands (Sudètes), des Hongrois des Polonais et des autres minorités, et que la Tchécoslovaquie issue de ce traité serait « une construction contre nature où les Tchèques et les Slovaques combinés ne représentent qu'à peine plus de 50 % de la population ». Allemands et Hongrois rappellent aux Tchèques qu'ils ont passé des siècles dans la sphère culturelle et politique allemande, aux Slovaques et aux Ruthènes qu'ils ont fait partie durant mille ans de la Grande Hongrie historique, et affirment que ces destinées séparées en ont fait deux nations distinctes, réunies de manière arbitraire à Saint-Germain dans un « État artificiel et illégitime ».



promu premier secrétaire aux finances, commissaire aux finances du général De Gaulle. Ceci, simplement pour vous dire que cet ouvrage reprend #51:26.2# quelques uns des aspects d'un ouvrage qui a provoqué des hurlements, c'est-à-dire « La non épuration en France ». On a De Gaulle qui est anti-américain, mais qui est entouré à Alger, et qui le sera au moins, voire même plus à Paris, qui n'est entouré que d'anciens éléments de l'élite qui ont pratiquement tous choisi l'Allemagne, mais qui se sont posés des questions en 1941 ? Mais non ! Après Stalingrad ? Pas du tout !

> Vous savez quel est le vrai premier tournant de la 2e guerre mondiale ? Ce n'est pas du tout Stalingrad, c'est la liquidation du blitzkrieg[10] en juin-juillet 1941.

C'est à la mi-juillet 1941 qu'un de nos excellents diplomates, à l'époque, extrêmement pro-américain, mais qui est quand même un diplomate de Vichy, qui s'appelle Armand Bérard[11]. Je l'adore Armand Bérard, il est remarquable. #52:43.1# C'est une lettre à Pétain, une lettre qui dit, 16 juillet 1941 :

> « C'est bien joli, il va falloir évidemment qu'on continue, ces temps-ci, on ne peut pas faire avec la ligne qu'on a choisi jusqu'ici, mais dans les semaines qui viennent, il faut quand même qu'on réfléchisse au fait que la résistance du peuple soviétique et des soldats soviétiques étant terrible, les Allemands, si la guerre dure 3 mois, vont être vaincus ».

Et vous me direz : « il va parler surtout des soviets ». Pas du tout ! La lettre est presque exclusivement consacrée aux États-Unis : « Il va falloir absolument que nous nous rallions à une autre ligne ». Je cite la fin de son message :

> « Quoi qu'il arrive, le monde devra, dans les prochaines décades, se soumettre à la volonté des États-Unis ».

Nos élites françaises sont évidemment très contrariées de ces accords de prêts insignables et qu'on signe, mais, et c'est la clé qui rend si important le livre de Kees Van Der Pijl dont je #54:06.5# vous ai parlé, leurs intérêts personnels finalement seront maintenus. On n'aura pas une situation très différente de celle qui règne en Allemagne quand, en 1929, General Motors rachète à 100 % Opel. D'abord, il paie. Et puis, quand Ford établit en Allemagne sa plus grande filiale, « Ford Cologne », vous savez ce qui ferme là, en dehors des États-Unis, et bien c'est la même chose. Il prend alors là pour le coup, quelques Allemands dans le conseil d'administration. Je vous le dis parce que dans cette période où nous sommes, il est tellement intéressant de réfléchir au fait que sur un fond d'économie effondrée, en ruine, en déshérence, tant que les intérêts des élites économiques ne sont pas atteints, et tant qu'ils sont préservés, voire augmentés, rien n'est insignable. Puisque j'arrive au terme de mon affaire, et bien #55:45.1# je tiens à insister sur le fait que, finalement :

---

10 La Blitzkrieg (/blitskʁig/ ; prononcé en allemand : /ˈblɪtskʁiːk/ litt. « guerre éclair ») est une tactique à visée opérationnelle militaire offensive visant à emporter une victoire décisive par l'engagement localisé et limité dans le temps d'un puissant ensemble de forces motorisées, terrestres et aériennes dans l'optique de frapper en profondeur la capacité militaire, économique ou politique.

11 Armand Max Jean Bérard, né le 2 mai 1904 à Paris (6e) et mort le 20 novembre 1989 à Neuilly-sur-Seine, est un homme politique, diplomate et écrivain français.

> Derrière l'idéologie se cache toujours les affaires économiques sonnantes et trébuchantes.

Et alors me direz-vous : « Cette Angleterre et cette France, et puis toute l'Europe occidentale, puis orientale devenu occidentale, ont bénéficié de la démocratie américaine contre l'affreuse contrainte soviétique, des élections truquées et cetera ». Et bien, vous lirez dans ce livre, comme vous lirez dans d'autres livres, par exemple des livres américains, des livres anglais, dans l'attente de leur traduction, si vous ne lisez pas l'anglais, vous serez frappé par le fait que, non, il n'a pas été voté librement à l'ouest plus qu'à l'Est. Je dirais même, en y regardant de très près, quelquefois plutôt moins. Pourquoi ? Parce que des pays dans lesquels la radicalisation de la crise #57:13.2# et de la guerre avait amené une majorité de gauche, ont été, promptement et pas toujours gentiment, dissuadé de voter comme elle le souhaite. Dans le genre méchant, je vous renvoie à l'étude de la Grèce, avec il le faut savoir, un ouvrage américain traduit en grec, mais qui n'a jamais été traduit en français, de Laurence Wittner remarquable sur les États-Unis en Grèce. Et même dans le genre musclé, vous pourvez relever le cas de la France, puisque j'explique comment, quand il y avait des ministres communistes, on pouvait, avant de s'en débarrasser totalement, s'en débarrasser partiellement pour s'arranger, pour que toute négociation avec les États-Unis fut privée bien entendu d'une surveillance facheuse. Autrement dit, il faut bien réfléchir aux raisons historiques pour lesquelles il n'y a pas eu seulement un caniche Blair ❓ Pourquoi un certain nombre de pays sont #58:37.3# dans une situation de dépendance idéologique et politique, qui rend quelquefois assez comique d'apparente mutation brutale comme celle que nous vivons aujourd'hui ?

Merci beaucoup madame Lacroix-Riz, c'était une leçon magistrale sur les ❓ et les conséquences de ce plan Marshall dont la communication institutionnelle a été extrêmement efficace pour le présenter comme la contribution décisive à la reconstruction de l'Europe. C'est le mythe que vous déconstruisez et extrêmement utile pour comprendre aussi l'actualité économique et politique entre les visées de Trump et le retour à un ordre américain protectionniste et non globaliste qui met un peu l'Europe sur la touche toujours.

Qui n'est pas un retour, parce que c'est ce que je montre dans l'ouvrage, les États-Unis ont établi depuis les années 1890 un mur protectionniste, INFRANCHISSABLE ! Il n'est franchi mais partiel #59:59.8# et vous comprenez dans ce cadre pourquoi la conquête des colonies européennes a été si décisive. Les États-Unis avaient particulièrement besoin de matières premières. Où étaient les matières premières ? Vous me direz : « Quelquefois dans les pays occidentaux ». La Suède avait de la pulpe de bois excellente pour le papier qu'elle a du céder dans des conditions pas commodes. Mais là, pas de droit de douane. Aucun droit de douane. Mais abandon de la protection c'est-à-dire de l'acquis des années 30. Pas de préférence impériale, fini. Donc là, pas de protection. Sur le reste, protection totale. Et vous comprenez, non seulement le plan Marshall que j'étudie de manière plus approfondie dans un livre prévu pour l'année prochaine, la mise en œuvre. Mais le plan Marshall n'est que la continuation des plans, des programmes de prêt rendus indispensables par ce qui a rendu #1:01:18.9# inévitable ce qu'on a appelé jalo ❓ gap c'est-à-dire le trou du dollar. Comprenez tout de suite, quand il y a un accord bilatéral, je dirais comme ceux qui s'établissent entre les pays des BRICS. Et c'est ça qui est en cause. Quand on a des accords bilatéraux, on s'arrange entre soi. Quand on a une situation comme les accords de Bretton Woods[12], parce que j'ai oublié de vous en

12 Les accords de Bretton Woods, issus de la conférence de Bretton Woods qui se tient au Mount Washington Hotel, à Bretton Woods, dans le New Hampshire aux États-Unis, du 1er au 22 juillet 1944, sont des accords économiques

parler là, mais j'en parle. Les accords de Bretton Woods, c'est le garrot. C'est-à-dire le dollar est la seule monnaie internationale de commerce.

> Comment vous faites pour rembourser vos dettes quand vous ne pouvez pas les rembourser en dollar puisque vous ne pouvez pas exporter aux États-Unis ?

Le monde est confronté aujourd'hui à ce qu'on lui a fait oublier, c'est-à-dire exactement à la situation ancienne, c'est-à-dire le mur ! Qui a coûté cher aux États-Unis d'ailleurs, il faut le dire. Et par #1:02:39.2# conséquent, le mur protectionniste, ce n'est pas une nouveauté. La seule différence, en règle générale, si on connaît un peu l'histoire des États-Unis. Je vous signale que les archives publiées américaines sont en ligne. Si ça vous amuse, vous pouvez y aller depuis les années 1860 jusqu'aux années, au moins 1970 et même parfois au-delà. Et alors, qu'est-ce que vous y découvrez ?

> Si le dollar est la seule monnaie internationale et que vous ne pouvez pas vous en procurer, il faut emprunter !

Donc le plan Marshall, c'est un plan de prêt qui est inférieur au plan de 1940-1941 à 1948. Personne ne le sait ça. On pouvait le savoir il y a 50 ans. Je me rappelle que le professeur avec qui j'ai soutenu finalement ma thèse, #1:03:50.6# Jean Bouvier, il avait fait un polycopié qui rappelait avec beaucoup de simplicité, dans les années 80 je crois, ou 70, qui rappelait que le plan Marshall était le plus modeste des plans de prêt. C'est le même mécanisme qu'après la première guerre mondiale. Bien sûr que vous avez un jalo ❓ gap puisque vous ne pouvez pas vous procurer de dollar.

> Donc vous serez obligé d'emprunter aux américains pendant un temps à peu près indéterminé.

C'est le temps de la colonisation européenne qui évidemment ne saurait être reconnu puisque somme toute, nous sommes des alliés inconditionnels et d'autant plus inconditionnels que l'histoire est ignorée de chaque peuple.

Est-il vrai que Beria voulait d'un plan Marshall ? Je l'ai lu quelque part. La dernière fois que j'ai parlé à #1:05:08.5# Monsieur Toyota qui a envoyé Chrisler au tapis, il m'a dit que le mur protectionniste américain n'était pas si difficile à franchir. Et ma 3e question, je suis journaliste, je ne dois pas me défendre contre l'absence des sources, je dois me défendre contre les sources. Je suis membre d'une douzaine d'association et à l'assemblée générale quand on lit le PV, il n'y a jamais aucun rapport entre ce que est dit et que j'ai vécu. Et au contraire, c'est en allant contre le PV, chercher des cancans, que j'arrive à approcher de la vérité. Je me demande si ce culte des historiens pour les prétendues sources n'est pas trompeur.

Alors monsieur, je vais d'abord répondre à votre question. Il y a source et source. Vous savez, nous avons tous notre métier. Et comme nous apprenons correctement notre métier, nous finissons normalement par être bon.

> Ce n'est pas compliqué de définir une #1:06:19.4# source. C'est, en ce qui concerne le type d'histoire que je fais, c'est, au fond, les sources qui ont été produites par les détenteurs du pouvoir et de l'argent.

---

dessinant les grandes lignes du système financier international de l'après-Seconde Guerre mondiale.

Je dois vous dire que, par exemple, la Banque de France est aussi bien informée que l'État. Vous pouvez aller voir ces archives et je les connais. J'y ai passé du temps. Ce sont des sources, j'insiste, qui ne sont pas destinées à la publication. Qui sont les sources obligatoires que ne peut pas supprimer totalement un appareil d'État. C'est impossible pour toute une série de raisons. Je vais vous donner juste un type de source. Il y a des gens souvent qui me disent : « les sources, il les suppriment les sources ». Par exemple, les sources du vol allemand de l'or. Je ne vous parle pas seulement de l'or des juifs. Je vous parle de l'or des banques centrales. Elles sont comptabilisées au gramme près, #1:07:27.9# au jour près, par la monnaie prussienne. Elles ont été trouvé, c'était à l'est de Berlin. Les Soviétiques étaient très gentils, surtout avec les Français. Et quand les Français ont eu besoin, la Banque de France a demandé aux soviétiques qui détenaient ces sources à l'est, de leur communiquer les livres, la Banque de France a obtenu ces livres, et vous avez au jour le jour, ce qui correspond au vol, à la fusion. Vous savez comment ça s'est fait ? A été fabriqué des lingots d'or tous anti-datés parce que l'Allemagne n'avait pas un gramme d'or en 1939, rien, elle n'avait plus rien ! Elle n'a eu de l'or que l'or qu'elle a volé à partir de 39, à partir de 38 à l'autriche avec l'Anschluss, et en mars 39, la Tchécoslovaquie. J'ai fait l'histoire de ça avec les archives de la Banque de France. Je vous assure que #1:08:45.3# c'est gratiné. Et beaucoup de gens me disent ; « comment ils peuvent garder des archives comme ça ? » Parce que même si vous en détruisez beaucoup, vous en avez besoin pour la gestion de l'État. C'est impossible. Ce sont ces sources sur lesquelles je travaille. Vous voyez bien que ce n'est pas le racontar du journaliste qui sait plein de trucs et puis qui raconte le contraire de ce qu'il sait. Alors l'autre question, Beria, je n'ai absolument aucune idée. La seule chose que je sais, ce n'est pas du tout Beria, c'est que les États-Unis, et ça c'est documenté par leurs sources, je ne l'ai pas prise en compte ici, je le prendrai en compte d'ailleurs dans mon prochain livre.

> Les États-Unis pensaient avoir la force de faire que le compromis de 1945 fut le plus court possible. C'est-à-dire que leur projet ce n'était naturellement pas de laisser une partie de l'Europe sous le #1:09:48.5# contrôle de l'Union soviétique, c'était de prendre toute l'Europe.

Nous avons là-dessus des ouvrages américain depuis au moins les années 90. Ils se sont appuyés sur les élites anciennes dont les héritiers, aujourd'hui, dirigent les pays d'Europe orientale. Et qu'est-ce qu'ils ont fait en s'appuyant sur ces élites ? Ils ont fait pression. Il y en avait beaucoup bien sûr. En plus dans les gouvernements multiparties de 45-47 ou 48 à l'est de l'Europe. Ils se sont appuyés sur eux. Ils ont, en particulier, pensé que la Pologne et la Tchécoslovaquie cèderaient. Pas la yougoslavie, à l'époque la Yougoslavie, ce n'était pas possible. L'Albanie non plus, et cetera. Et bien entendu, il y a des tas de milieux dans les partis classiques, non communistes. Ils étaient tous prêts à accepter les conditions du plan Marshall. Ça rétablissait ce qu'ils avaient perdu et dont leurs #1:11:04.0# familles n'ont récupéré les éléments qu'en 89. La question que vous posez, elle a sa pertinence, mais pas pour l'URSS. Pour l'URSS, il y a une autre chose qui est ce qui a finalement triomphé, ce que le SDECE[13] appelait en 47, le conflit entre la tendance Molotov et la tendance Mikoyan ❓ , c'est-à-dire, faut-il continuer à compter sur l'URSS seule ou faut-il finalement se dire qu'on va finir par obtenir la confiance des États-Unis si on négocie économiquement avec eux ?

13 Le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, ou SDECE (prononcé /zdɛk/), est le service de renseignements extérieur français créé le 28 décembre 1945 et devenu la direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE) le 2 avril 1982.

C’est Mikoyan qui l’a emporté et ça débouché sur 89 ❓. Ça c’est une question et vous voyez c’est une autre question que celle de Beria et puis vous m’avez posé une 3e question.

Toyota ?

Alors vous posez une autre question que j’ai évoquée avec les colonies. Les États-Unis, s’ils ont besoin de quelque chose, il n’y a pas de droit. Et pendant un long #1:12:20.6# moment et vous savez que c’est au fond la difficulté de leur conquête de la Chine, ils ont cru, utilisant notamment le bas coût de la main d’œuvre chinoise et la déjà grande qualité de la formation scolaire et universitaire chinoise, ils ont cru qu’ils pourraient presser le citron alors qu’en 49, ils avaient perdu. Le problème c’est que non. Mais la question que vous posez est tout à fait pertinente. Quand ils ont besoin de quelque chose de pas cher, bien entendu il n’y a pas de droit. Ils ont besoin du Japon. Et puis, quand les choses changent, la politique change.

En France, ne pensez-vous pas que c’est la même situation financière de nos jours même si De Gaulle a fait l’appel le 18 juin dans le sous-sol à Londres car là il aurait pu être à Alger parce que le pouvoir la capitale l’empire colonial français était installé #1:13:44.8# à Alger et puis cette 4e République moribonde, c’était 5 gouvernements qui se sont succédés s’ils ont tenu plus ou moins quelques mois, quelques semaines, maintenant nous sommes au 3e gouvernement sous Macron même s’ils ont tenu une année plus ou moins mais peut-être c’était ça et c’était le système du processus de l’indépendance de l’Algérie pas comme les autres et ce processus de l’indépendance qui a donné aussi les indépendances à d’autres pays et après l’indépendance l’Algérie mais il y avait aussi peu je pensais parce qu’une fois Charles de Gaul est arrivé en 1958 bon la 5e République la crise constitutionnelle politique financière française maintenant c’est seulement la dette française mais il a pris une décision de réévaluer le franc français je ne sais pas si vous savez mais c’était ma question parce que j’ai survolé la table des matières de votre livre j’ai vu neuf chapitres j’ai #1:14:39.4# beaucoup pensé à la conférence de Bretton Woods parce qu’elle mérite au moins un chapitre et c’est ce que nous vivons de nos jours et c’était ça la crise financière américaine de 2008 qui est devenue crise financière mondial c’est presque qui va succéder et le futur, l’avenir peut-être on va assister à un système République française ou peut-être la France on va avoir un gouvernement sous Macron

Je suis historienne et pas prévisioniste, mais ce qu’on peut dire, ce sur quoi j’insiste beaucoup dans cet ouvrage comme dans d’autres, et le livre de Kees Van Der Pijl le confirme justement, c’est que :

> De Gaulle est un personnage très important. C’est le seul dirigeant occidental qui ait été capable, au moins sur des points mineurs, de dire non aux États-Unis.

Ils le haïssaient de 40 à 45. #1:15:53.7# Je dirais qu’ils ont commencé à envisager en 47-48 de le faire revenir :

> Il était bien utile, c’était un homme de droite. Il s’était toujours présenté comme l’homme capable d’écraser les communistes et même d’être le seul à le faire.

Donc vous voyez, il était utile de temps en temps De Gaulle, mais ils le haïssaient. Il leur disait « non ». Et vous avez évoqué tout à l’heure quelque chose de très important, c’est le moment où à partir de 66-67, De Gaulle dit : « il y en a marre du dollar » alors que la crise de Bretton Woods commence dans les années 60, De Gaulle fait peser une menace sur Bretton Woods. Et je pense

d'ailleurs que c'est ça qui a signifié sa fin. J'ai travaillé, et je ne l'ai pas fait dans la perspective de cet ouvrage, mais je l'évoquerais certainement dans la conclusion du suivant, au fond, De Gaulle est devenu un homme vraiment à abattre quand il a clairement posé la question de la remise en cause de Bretton Woods. Je dirais d'ailleurs, comme le dit bien Kadhafi, #1:17:13.3# comme d'autres, la crise du dollar avait commencé et De Gaulle, même si à ce moment là il a semblé sur le plan économique et financier haussé le ton, il faut vous le dire, j'y insiste beaucoup,

> De Gaulle c'est un néant sur le plan économique.

Toutes les élites économiques sont demeurées et elles sont aussi atlantistes qu'elles étaient pro-germaniques. Je le montre dans le livre comme je l'ai montré dans d'autres livres :

> De Gaulle, à chaque fois qu'il demande une décision, elle n'est pas appliquée.

Et vous remarquerez d'ailleurs que quand De Gaulle est revenu aux affaires et qu'il a accepté à partir de 50, la réforme monétaire de 59 et la fin du contrôle des changes, il a fait comme tout le monde, c'est-à-dire qu'il a ouvert la vanne aux investissements américains dont le résultat désole tellement Jacques Thibau que 20 ans après il dit :

> « On est mort, ils nous achètent nos entreprises, ils pompent la #1:18:24.2# substance, ils les tuent »

Vous vous rendez compte, c'était il y a plus de 45 ans.

> De Gaulle, c'était un personnage intéressant mais sans pouvoir. Il nous a juste fait plaisir, tant mieux.

Il a donné l'impression, c'est vrai par exemple de cette politique du Moyen-Orient qui s'est totalement effondrée, définitivement d'ailleurs, après Chirac, mais on ne peut pas dire que De Gaulle ait imprimé vraiment… Il faut le dire, et moi évidemment ça me vaut beaucoup d'ennui dans ma sphère académique, il faut le dire :

> Ceux qui gouvernent ne sont pas du tout nos politiques, compétents ou incompétents. Ceux qui gouvernent, ce sont les sommets du capital financier, qui délèguent aux affaires les gens dont ils ont besoin.

Ce n'est pas du tout une vision complotiste. Ce n'est pas du tout une vision ridicule. C'est une #1:19:41.0# vision qui se discerne dans les archives, à partir du moment où vous vous appuyez sur les archives des décideurs. Les décideurs, ce sont ceux qui détiennent le capital. Ce n'est pas un président. N'importe lequel des présidents autoritaires ou pas autoritaires. Je vais vous donner un seul exemple. En 33, il y a une grande campagne d'Hitler sur l'Ukraine. C'est-à-dire, on va se bouloter l'Ukraine. Krupp, le vieux Krupp, celui qui sera bien entendu tout excusé à Nuremberg, celui qui disait : « quand on achète un bon cheval, on y regarde pas à quelques défauts ». Comme l'Allemagne n'a plus de commerce extérieur, le vieux Krupp convoque Hitler et lui dit : « vous êtes bien gentil, mais pour l'instant, il n'y a que l'URSS qui nous achète quoi que ce soit, mettez la pédale douce sur l'affaire ». Pendant un #1:20:52.8# moment, il n'en parle plus du tout.